

Les sélections documentaires de NADJA – Avril 2021



Addictions et sans - abrisme

Ces documents sont disponibles en ligne ou à la demande

Nadja Asbl – Rue Souverain Pont, 56 – 4000 LIEGE -

http://www.nadja-asbl.be/PMB/opac_css/

Avec le soutien de



[Pourquoi commencer ? L'initiation à l'injection de drogues selon les jeunes de la rue](#)

de ROY E., MORISSETTE C., HALEY N., et al.

In *DROGUES SANTE SOCIETE*, Vol. 5 n° 1 (2017), pp. 45-75

Dans le cadre du développement d'une campagne de prévention du passage à l'injection de drogues chez les jeunes de la rue, nous avons mené sept groupes de discussion auprès de 37 d'entre eux âgés de 15 à 23 ans. L'analyse, à la fois déductive et inductive, a permis d'identifier les dimensions reflétant le point de vue des jeunes à propos de l'injection de drogues et des éléments qui favorisent le passage à l'injection dans leur milieu. Les résultats montrent que l'injection est généralement désapprouvée par les jeunes de la rue. Plusieurs ont des réserves, celles-ci étant liées aux conséquences négatives de l'injection. Ce que les jeunes redoutent le plus, c'est de devenir «accro», un risque qu'ils associent davantage à l'injection qu'aux autres modes de consommation. Malgré la désapprobation générale, au contact des utilisateurs de drogues par injection (UDI), il se produit une sorte de désensibilisation qui entraîne vers l'injection les plus vulnérables, soit les plus jeunes, surtout ceux qui satisfont leur besoin de sensations fortes à travers la drogue et recherchent une valorisation dans le monde de la rue. Divers éléments d'ordre individuel et social agissent alors pour amener ces jeunes à s'initier à l'injection. Plusieurs de ces éléments peuvent être modifiables par des interventions préventives.

[Des vacances pour les jeunes de la rue? Perspective d'intervenants sur le projet Répit-Urbain](#)

de Michel Perreault, LAURIER C., MOUSSEAU M., et al.

In *DROGUES SANTE SOCIETE*, Vol. 7 n° 2 (2017), pp. 81-123

Répit-Urbain est un projet où un séjour structuré à la campagne est proposé à des jeunes de la rue. Ce séjour vise le développement de compétences personnelles ainsi que des apprentissages sur les effets néfastes découlant de la consommation de drogues et d'alcool. Au cours de la première année de fonctionnement du projet, neuf organismes partenaires ont constitué 17 groupes qui ont participé au projet. Ainsi, un total de 148 personnes sans domicile fixe a pu participer aux activités de Répit-Urbain en compagnie d'intervenants déjà impliqués auprès d'eux. Dans le contexte de l'implantation de ce projet, la présente étude vise deux principaux objectifs : 1) vérifier dans quelle mesure Répit-Urbain a effectivement réussi à rejoindre les jeunes de la rue, et 2) documenter la perspective des intervenants qui ont participé au projet, car, en effectuant le séjour avec les personnes qu'ils y ont référées, ils ont eu à travailler dans des conditions fort différentes de celles de la rue. L'étude a été menée auprès de 25 intervenants. Les résultats indiquent que, selon eux, le projet a effectivement répondu à un besoin de «répit» des jeunes et aurait favorisé l'acquisition de connaissances sur des sujets qu'ils jugent importants. De façon

générale, la structure du programme a été appréciée de même que les retombées post-séjour telles que l'approfondissement de la relation entre les jeunes et leurs intervenants. Le modèle de partenariat proposé révèle un potentiel intéressant pour rejoindre les jeunes de la rue, une population réputée comme étant difficile à atteindre dans le cadre des services dispensés de manière «traditionnelle». Il semble aussi réunir certaines conditions qui contribuent à la création et à la consolidation de l'alliance entre les personnes sans domicile fixe et leurs intervenants.

[L'errance sous le prisme des addictions](#)

de François Chobeaux, D. Touzeau

In *LE COURRIER DES ADDICTIONS*, vol.20,n°2 (Avril-mai-juin 2018), pp. 5-7

En ligne : [www.edimark.fr\[...\]](http://www.edimark.fr[...])



Travailleur social et socio-anthropologue de l'adolescence et de la jeunesse, François Chobeaux s'intéresse plus particulièrement aux prises de risques, aux marginalités, à l'errance, aux addictions, aux conduites de santé et aux socialisations des jeunes. Comme souvent, cet intérêt n'est pas le fruit du hasard ! Ce personnage attachant, que feu le psychiatre Pascal Courty nous avait fait connaître, a un parcours qui ne laisse pas indifférent. Après un effi cace échec au bac et son service militaire, il est durant 5 ans agent administratif en assurances. Il enchaîne sur 4 ans en faculté d'histoire, tout en devenant animateur de plus en plus professionnel. Il continue par une formation d'infi rmier de secteur psychiatrique, il est pendant 5 ans éducateur de rue puis intègre l'équipe nationale des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), où il est responsable des questions de jeunesse et restructure le secteur social-psychiatrie. En même temps, il prépare un DEA de sociologie sur les identités de cités. Depuis 2008, il est rédacteur en chef de Vie sociale et traitement (VST) et membre des comités de rédaction du bulletin Rhizome et des Cahiers de l'action (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, INJEP). Sa réflexion s'inscrit dans le courant de la sociologie interactionniste, selon laquelle les individus sont mus par des logiques et des rationalités, et s'appuie notamment sur les travaux du réseau national "Jeunes en errance", qu'il est chargé d'animer après avoir été pilote d'expérimentations de terrain avec ces jeunes, et ce depuis 1991.



[TAPAJ – Travail alternatif avec paiement à la journée, un contingency management à la française ?](#)

de Jean-Michel Delile, Jean-Hugues Morales, Karine Bertrand, et al.

In *ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE*, Vol.40 n°3 (SEPTEMBRE 2018), pp.252-260

TAPAJ (Travail alternatif avec paiement à la journée) est un moyen innovant d'aider des jeunes de la rue, usagers d'alcool et de drogues, grâce à la proposition d'un emploi "bas-seuil", sans aucun prérequis, et payable en argent

liquide à la fin de la journée. Cette approche de réduction des risques (RDR) développe un nouveau modèle de contingency management (CM – management des contingences) où l'on soutient la dynamique des personnes par des renforcements positifs (pas des punitions...), mais dans la poursuite d'objectifs qu'elles ont elles-mêmes définis et non dans la conformité à un programme de soins préétabli. Après avoir rappelé l'efficacité des dispositifs d'emploi accompagné en santé mentale et les spécificités de TAPAJ par rapport au CM (les points de convergence et les innovations), ce travail souligne la nécessité d'inscrire ces interventions TAPAJ/CM dans un dispositif intégratif où, quelle que soit la porte ouverte par le sujet, elle pourra donner accès à l'ensemble des services (psychologiques/sociaux ; addictions/santé/santé mentale) selon les principes du "no wrong door" (NWD).

[Zonards : la contre-culture en étendard](#)

de Caroline Saal

In *Drogues, santé, prévention (anciennement Les cahiers de Prospective Jeunesse)*, n°83 (Automne 2018), pp. 5-6

En ligne : [prospective-jeunesse.be\[...\]](http://prospective-jeunesse.be/)

Les zonards sont ces jeunes à l'allure punk, vivant en squat, fréquentant les centres de toxicomanie, se revendiquant de la contre-culture et rejetant le salariat. Tristana Pimor a consacré sa thèse à cette sous-culture juvénile. Sans romantisme mais avec un regard empli d'empathie, une écriture fine et une autoréflexion constante, la chercheuse emmène ses lecteurs dans son cheminement ethnographique. La qualité de son travail lui a d'ailleurs valu le prix Le Monde de la recherche universitaire en 2014. Brève présentation subjective de sa recherche.

[Les addictions dans le programme « Un chez soi d'abord » : Profils et trajectoires de consommation](#)

de Maitena Milhet, Caroline Protais

In *Tendances*, N°134 (Septembre 2019), pp.1-8

En ligne : [www.ofdt.fr\[...\]](http://www.ofdt.fr/)



Inspiré de différentes expériences internationales, le programme « Un chez soi d'abord » est développé en France depuis 2011 en direction de publics en situation de précarité par rapport au logement, souffrant de troubles psychiques sévères, usagers ou non de substances psychoactives. Il propose au bénéficiaire un logement en tant que locataire, accompagné d'un suivi régulier par une équipe pluridisciplinaire.

Afin de documenter plus spécifiquement les problématiques liées aux addictions dans le programme, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), en partenariat avec l'équipe du Professeur Auquier (EA3279 – Santé

publique et maladies chroniques Université Aix-Marseille) et le CREAI-Midi-Pyrénées (Centre régional d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité), a conduit en 2018 la recherche sur les Addictions dans le programme « Un chez soi d'abord » (APROCHES).

Le numéro 134 de Tendances, écrit par Maitena Milhet, Caroline Protais et Cristina Díaz Gómez, décrit les deux composantes complémentaires de ce travail. Un volet quantitatif a exploré le profil de ces publics d'utilisateurs à risque lors de leur inclusion dans l'étude mettant en lumière les marqueurs de fragilités associés aux conduites addictives, en particulier la précocité du sans abris. Parallèlement, un volet qualitatif par entretiens individuels approfondis auprès de bénéficiaires ayant ou ayant eu des usages importants de produits à différentes périodes de leur vie, permet de comprendre la place des consommations dans les trajectoires de vie et la dynamique des changements survenus depuis l'entrée dans le programme.

Il apparaît que l'évolution des consommations des bénéficiaires du dispositif « Un chez soi d'abord » n'est pas du seul ressort de l'addictologie. L'approche globale du programme, en plein déploiement puisqu'il vise 20 sites et 2 000 places d'ici 2023, améliore la situation des personnes en grande précarité mais aussi leurs problématiques addictives en prenant en compte les dynamiques générales dans lesquelles les bénéficiaires sont inscrits.

[La crise sanitaire, booster du Plan crack? Chroniques de la réduction des risques en temps de "guerre"](#)

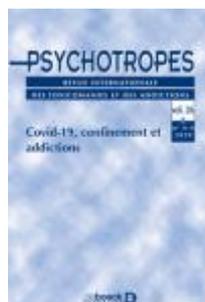
de Elisabeth Avril, Jamel Lazic
In *SWAPS*, 94 (2020), pp. 26-28



Issue de Médecins du Monde, l'association Gaïa gère la salle de consommation à moindre risque parisienne près de la gare du Nord, ainsi qu'un Csap et un Caarud dont les interventions sont basées sur le travail en unités mobiles auprès des usagers les plus précaires de la capitale. La crise du Covid-19 a permis de gérer en urgence les besoins de ces usagers.

[Le choc des mots du pouvoir](#)

de Emma Richaud
In *PSYCHOTROPES*, Vol. 26 n° 2-3 (2021), pp. 107-114



Avec la pandémie de Covid-19, un nouveau vocabulaire et de nouvelles expressions ont surgi, témoins du bouleversement subi par la population mondiale. En France, les mots « gestes barrières », « confinement » ou encore « distanciation sociale » se sont popularisés. Dans cet article, nous nous interrogerons sur le sens et le pouvoir de ces mots et mettrons ces injonctions en

perspective avec le travail de rue auprès des sans-abri pendant le confinement.

[APROCHES. Les Addictions dans le programme un chez soi d'abord](#)

de Caroline Protais, Maitena Milhet, Cristina Diaz-Gomez

Paris : OFDT, 2019, 73 p.

En ligne : [www.ofdt.fr\[...\]](http://www.ofdt.fr[...])

Afin d'explorer les problématiques liées aux usages de substances dans le cadre du programme « Un chez soi d'abord », l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies a réalisé en 2018 l'étude APROCHES, en partenariat avec l'université Aix-Marseille (EA3279) et le CREAI-Midi-Pyrénées (Centre régional d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité). Ce programme propose aux personnes souffrant de troubles psychiques sévères qui sont sans abris, un logement en tant que locataire, accompagné d'un suivi régulier par une équipe pluridisciplinaire.



Conduite en réponse à l'appel à projets général 2016 - volet Prévention, de l'IRESP, cette recherche s'est attachée à caractériser la population des consommateurs à risque d'une part et à éclairer les effets du dispositif sur les usages de produits en les reliant à l'expérience et aux trajectoires de vie des personnes d'autre part. Le volet quantitatif de la recherche a reposé sur une étude randomisée réalisée auprès de 703 personnes. Des entretiens semi-directifs approfondis ont par ailleurs été menés auprès de 23 personnes volontaires. Dans un contexte où le déploiement du programme « Un chez soi d'abord » sur le territoire a été décidé, ambitionnant l'ouverture de 20 sites offrant 2 000 places d'ici à 2023, cette recherche met en évidence que l'approche globale du programme a clairement sa place dans la gamme des réponses sanitaires proposées. « Un chez soi d'abord » permet d'améliorer non seulement la situation des personnes en grande précarité mais aussi leurs problématiques addictives en prenant en compte les dynamiques générales dans lesquelles les bénéficiaires sont inscrits.

[La Covid-19 et les personnes qui consomment des drogues : Les interventions essentielles pour sauver des vies et protéger les personnes](#)

de Graham Shaw, Robert Teltzrow, Kevin Merz

Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2021, 35 p.

En ligne : [rm.coe.int\[...\]](http://rm.coe.int[...])



Une nouvelle publication du Groupe Pompidou présente les expériences et les réponses à la pandémie de Covid-19 des travailleurs de terrain et des consommateurs de drogues. Elle s'appuie sur des exemples de pratiques de 21 pays, soumis sur la plateforme Sauvez des vies - Protégez des personnes du Groupe Pompidou.

Les entretiens, articles et rapports de la publication présentent des

expériences et des approches utiles pour lutter contre la pandémie dans différents pays, vues à travers les yeux d'experts, de professionnels de terrain qui fournissent des services dans les conditions difficiles créées par la pandémie de Covid-19, et de personnes qui bénéficient de ces services. De nombreuses personnes luttent de toutes leurs forces contre la pandémie de COVID-19, mais elles n'attirent pas toutes l'attention du public. Parmi elles, on trouve les travailleurs de première ligne qui continuent à fournir des services de santé indispensables aux personnes qui consomment des drogues. Chaque jour, elles prennent la défense d'un groupe de personnes parmi les plus vulnérables de la société : des personnes dont la dépendance à la drogue va souvent de pair avec des problèmes sociaux et de santé : comme l'infection par le VIH, le chômage ou l'absence de domicile fixe. Grâce à ce document, le Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe et Correlation, le réseau européen de réduction des risques donnent la parole aux consommateurs de drogues et aux autres communautés marginalisées et mal desservies, ainsi qu'aux travailleurs sociaux et de santé qui fournissent des services dans des conditions difficiles en vue de mettre fin à l'épidémie de COVID-19. Il réunit des expériences précieuses et présente des réponses dont nous pouvons tirer des enseignements utiles à notre travail.